

nes qui assujettissent un peuple à un autre ; mais d'un juste équilibre entre les Etats, du respect du principe de nationalité, des règles du droit des gens et des principes de l'humanité et de la civilisation. » Et les Alliés au Président Wilson (10 janvier 1917) : « Les buts de guerre des Alliés impliquent... la réorganisation de l'Europe, garantie par un régime stable et fondé aussi bien sur le respect des nationalités et sur le droit à la pleine sécurité et à la liberté de développement économique que possèdent tous les peuples, petits et grands, que sur des conventions territoriales et des règlements internationaux propres à garantir les frontières terrestres et maritimes contre des attaques injustifiées. » Par souci d'être bref, nous omettons d'autres déclarations non moins significatives. Toutes, ensuite, avec plus de précision encore et dans le style clair et exact des affaires, furent condensées par le président Wilson. Son message au Sénat (22 janvier 1917) disait : « Aucune paix ne peut durer ou ne devrait durer qui ne reconnaisse et n'accepte le principe que les gouvernements reçoivent tous leurs pouvoirs du consentement des peuples gouvernés et qu'il n'existe nulle part aucun droit qui permette de transférer les peuples de potentat à potentat, comme s'ils étaient une propriété. » Paroles qui avaient si peu le caractère de l'idéologie et qui étaient si pleines de conséquences qu'elles choquèrent les suscepti-